

CONTRIBUTION DES PÔLES RÉGIONAUX D'ÉDUCATION À L'IMAGE

CONSULTATION NATIONALE SUR L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

La présente contribution est issue de l'analyse du réseau des *Pôles régionaux d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel*. Ce label du Ministère de la Culture et de la Communication regroupe un ensemble de missions qui s'articulent principalement autour de 4 axes :

- la mise en œuvre concrète de nombreuses actions d'éducation artistique à l'image, de forme et d'ampleur très diverses (diffusion, pratique, formation...),
- un accompagnement des professionnels en tant que pôle ressource,
- un aspect laboratoire et expérimentation en matière d'éducation aux images,
- une mission d'observatoire des pratiques et des actions ainsi que de mise en réseau des acteurs en région.

Au cœur de la politique d'éducation artistique, les pôles, lieux d'expérimentation, laboratoires pédagogiques et coordinateurs d'expériences artistiques liées aux images, s'inscrivent dans une démarche de réseau national constituant un véritable observatoire des problématiques d'action culturelle et d'éducation aux images. Composé de 16 structures réparties sur le territoire français, le réseau des pôles réunit ainsi des opérateurs de nature très diverse : associations régionales dont certaines portent des fonds d'aide à la création, d'autres des missions d'archives audiovisuelles, EPCC livre / image / culture numérique, Festival international du court métrage de Clermont Ferrand, salle de cinéma dans les quartiers nord de Marseille...

L'étendue du champ d'action de ces acteurs et la diversité des activités qu'ils mènent leur confère une vision globale dans le domaine de l'action éducative et culturelle cinématographique.

Opérateurs fortement ancrés sur les territoires, ils croisent une double dimension politique puisqu'ils sont les lieux de la coopération entre l'Etat et les collectivités sur les questions de création et d'action culturelle cinématographique.

Enfin, partenaires et observateurs de la réalité de l'éducation à l'image en temps scolaire comme dans le hors temps scolaire, auprès des publics les plus divers (apprentis, adolescents sous main de justice, écoliers, adultes fâchés avec la lecture...) et dans des environnements extrêmement différents (milieu rural, quartiers sensibles, métropoles ou villages), leur analyse couvre la quasi totalité des enjeux de l'éducation artistique dans le domaine des images.

I - L'ÉDUCATION À L'IMAGE AUJOURD'HUI

Avec près de 2 millions d'enfants et d'adolescents impliqués chaque année, plus de 60 000 enseignants et animateurs socio-éducatifs mobilisés et plusieurs milliers de salles de cinéma et d'associations de terrain engagées dans la mise en œuvre des actions et l'accueil des participants aux projets, le maillage culturel constitué par l'ensemble des actions d'éducation à l'image qui se mènent sur les territoires représente l'intervention publique d'éducation artistique et culturelle la plus aboutie et la plus structurée au plan national. Il fonde à l'heure du numérique un formidable vivier de rencontres sensibles entre les publics, les créateurs et les œuvres.

Si certains, du fait même de la large audience de ces projets, questionnent la qualité de l'offre - opposant par principe quantité et qualité - nous ne voyons là que la réussite d'une ambition de démocratisation culturelle et d'élargissement des publics qui relève, au contraire, des enjeux forts de toute éducation artistique, pensée partout et pour tous. C'est ainsi que chaque année les dispositifs scolaires réunissent 15% des élèves.

Et c'est notamment ce qui explique que le public du cinéma à fort contenu culturel représente entre 35 et 40 millions d'entrées alors qu'une étude de la DMTS estime la fréquentation totale du spectacle vivant (théâtre publics et privés, musique classique et actuelle, y compris les festivals) à environ 30 millions de spectateurs

(cf. rapport Auclair). Plus largement, rappelons que 70% de la population française est allée au cinéma au moins une fois en 2011.

Ce serait par ailleurs nier la grande diversité des actions mises en œuvre, tant sur le fond que sur la forme. Aux côtés des dispositifs nationaux (Ecole et cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma et Passeurs d'images), une multitude de projets se mènent à l'échelle territoriale avec les réseaux d'éducation populaire, les festivals, les salles de cinéma, les associations, les centres de loisirs, les missions locales, les monuments historiques... Cet ensemble cohérent et complémentaire constitue un socle solide et indispensable pour permettre à de nombreux enfants de se doter d'une culture commune.

Car ce qui est proposé aux publics en l'occurrence, s'articule bien autour de la notion de parcours. Un parcours qu'un élève peut traverser depuis la maternelle jusqu'à l'université, en filière générale comme en apprentissage, en semaine comme le week-end ou durant les vacances. Un parcours qui allie découverte d'œuvres, fréquentation de la salle de cinéma, séances de sensibilisation, rencontres avec des réalisateurs ou ateliers de pratique. Un parcours, enfin, qui permet d'aborder une grande diversité de disciplines artistiques, convoquées dans la création des images en mouvement : écriture, musique, théâtre, photographie ou peinture.

Et ce qui a permis à ce formidable réseau d'éducation à l'image qui maille l'ensemble du territoire de se modéliser puis de se sceller, c'est un rapport de collaboration exemplaire entre l'Etat et les pouvoirs locaux. Car les dispositifs, s'ils sont nés de politiques nationales, n'ont pu se déployer depuis plus de 20 ans que dans un rapport de co-construction avec les collectivités locales, déclinant sur chaque territoire ses spécificités propres (à l'instar de Lycéens et apprentis au cinéma ou de Passeurs d'images) ou se voyant renforcés par la définition de plans culturels à l'échelle des villes, des départements ou des régions. A ce titre, la politique concertée en matière d'éducation à l'image est un élément structurant pour l'aménagement culturel du territoire.

Enfin, l'éducation à l'image aujourd'hui, c'est aussi et surtout un formidable enjeu de société. Les français passent en moyenne 31 heures par semaine devant des écrans, de plus en plus présents dans notre quotidien et dont le contenu est formaté par une approche commerciale et essentiellement divertissante. C'est pourquoi il est essentiel de conforter une politique publique d'accompagnement des regards afin de permettre au plus grand nombre de prendre le recul nécessaire face à ce déferlement d'images et de proposer, toujours, des contenus à forte valeur culturelle et artistique.

II - UN MODÈLE À CONSOLIDER

Au-delà d'un consensus partagé sur l'exceptionnel rayonnement des actions d'éducation à l'image, il apparaît essentiel de dresser l'état des lieux d'une réalité plus contrastée, car ce modèle, opérationnel et ayant fait ses preuves depuis plus de 20 ans, est aujourd'hui fragilisé.

En effet, le maillage de proximité, condition sine qua non de la vitalité, de la qualité et de la diversité de l'action publique, est en souffrance et a besoin de signes forts, qui sont tout autant politiques qu'économiques, pour s'engager dans un nouveau cycle qui tienne compte des évolutions en cours.

1. D'une part, il est essentiel que l'Etat reste le garant d'un développement harmonieux sur les territoires.

- L'Etat ne doit pas abandonner ses politiques interministérielles, essentielles pour mener des actions hors temps scolaire et en direction des publics dits en difficulté. La politique de la ville, les conventions culture justice, culture santé... sont primordiales et ont subi un vrai recul sur les territoires depuis quelques années. Il est essentiel de relancer et de mieux articuler ces programmes qui favorisent une approche territoriale et partenariale de l'éducation artistique.
- La formation des enseignants est un pivot central pour une politique d'éducation artistique des élèves. Or, nous constatons sur les territoires une réduction drastique des journées de formation continue sur les disciplines artistiques. Et cela s'ajoute à l'inexistence dramatique de formation initiale sur la question de l'image. Comment monter des actions et sensibiliser les élèves quand leurs accompagnateurs ne sont pas

à l'aise avec les notions à aborder ? Dans une société de déferlement d'images, et compte tenu des enjeux auprès des jeunes publics, ce manque représente un vrai problème.

- Dans un contexte de restriction budgétaire que chacun vit quotidiennement, à l'échelle nationale comme territoriale, le geste récent qui a consisté à « dégeler » les crédits du Ministère de la Culture et de la Communication en direction du seul spectacle vivant, établissant en creux une hiérarchie de valeur entre les disciplines artistiques, a porté un coup sérieux aux acteurs de l'action culturelle cinématographique qui sont déjà les parents pauvres de la politique culturelle du Ministère au regard des budgets dévolus aux autres disciplines et aux grands équipements.

2. D'autre part, le CNC doit repenser la répartition de ses moyens en faveur d'une plus grande prise en compte de l'action culturelle cinématographique qui, avec moins d'un 1% du budget du Centre consacré à l'éducation à l'image, reste la portion congrue de son intervention financière. Si l'essentiel des crédits sont naturellement dirigés vers l'industrie en raison du fonctionnement même de l'économie du cinéma et de l'audiovisuel, il est essentiel de rappeler que l'éducation artistique est un des aspects du secteur Recherche et Développement de la création cinématographique française aujourd'hui. Les réalisateurs avec lesquels sont menées les actions d'éducation à l'image auprès des publics sont les réalisateurs émergents, ceux du court métrage, du cinéma expérimental... que l'industrie n'a pas encore accueilli et qui voient leur parcours professionnel soutenu par ces actions au moment où leur mode de création n'a pas encore de modèle économique propre à les faire vivre.

- Les structures qui coordonnent les dispositifs, notamment Ecole et cinéma et Collège au cinéma, doivent voir leur implication mieux prise en compte par les crédits d'Etat et tout particulièrement ceux du CNC. Le financement de ces actions repose majoritairement sur les collectivités locales. Ce qui, dans le contexte actuel, va creuser des disparités, préjudiciables à la bonne réalisation des missions. Au regard des budgets globaux, cette revalorisation des subventions allouées aux coordinations représente un coût dérisoire.
- Le classement Art et essai doit mieux prendre en compte l'investissement des salles de cinéma dans les actions d'éducation à l'image. Une plus grande attention doit être portée au travail d'animation des lieux de manière à faire une vraie différence entre la simple diffusion de films jeune public et l'engagement d'un véritable partenariat de fond avec les relais éducatifs locaux, en temps scolaire comme hors temps scolaire.
- Les conventions de développement cinématographique signées entre les DRAC, le CNC et les Régions doivent être revues pour mieux prendre en compte l'évolution et le développement des actions sur les territoires. Au-delà de l'attention portée au titre 1 de ces conventions, consacré aux fonds d'aide à la création cinéma et audiovisuel, les spécificités des politiques territoriales, notamment en matière d'éducation artistique, et la diversité des situations doivent trouver leur place dans la contractualisation avec l'Etat.

3. Plus globalement concernant l'intervention publique nationale, il est souhaitable que les rôles et axes d'intervention de chaque « bras » étatique de la politique culturelle cinéma soient clairement définis, particulièrement entre le Ministère de la Culture/DRAC, la DGMIC et le CNC. Concrètement aujourd'hui, certains pans de l'action culturelle cinématographique pâtiennent d'un renvoi incessant entre les services, chacun estimant que l'intervention de l'autre est plus appropriée.

4. Le statut des intermittents doit mieux prendre en compte la part de transmission dans le parcours des professionnels. 55 heures de formation acceptées dans les 507 heures constituant le statut représentent à peine plus d'un atelier de pratique. En d'autres temps, le plan Lang-Tasca plafonnait le volume de formation autorisé à 120 heures. Or, d'une part il est essentiel que les actions d'éducation artistique soient conduites par des créateurs, artistes et techniciens de l'image, d'autre part, tous s'accordent à dire que l'échange à l'œuvre dans un parcours d'éducation artistique se fait dans les deux sens et que transmettre, c'est aussi nourrir l'acte de création.

5. Aujourd'hui, 70% de la Culture en France est financée par les collectivités territoriales. L'acte 3 de la décentralisation devra organiser une juste articulation entre l'Etat et les collectivités en termes de compétences comme de moyens. En fonction des choix qui seront opérés se jouera une grande part de l'avenir de la culture et de l'éducation artistique en France.

IV - PROPOSITIONS POUR L'AVENIR

Ainsi, sous réserve de le consolider, les pouvoirs publics peuvent s'appuyer sur un maillage structuré et efficient de lieux ressources fortement implantés sur les territoires, dont les cadres et modalités d'action sont éprouvés depuis plus de 20 ans et que porte tout un réseau d'acteurs dynamiques et engagés.

A l'heure d'une vaste réflexion nationale portée par les Ministères de la Culture et de la Communication et de l'Education nationale sur l'éducation artistique, il est essentiel de s'appuyer sur l'existant et, plutôt que de le réinventer, d'accompagner son évolution afin de répondre au mieux à la révolution humaine et culturelle profonde que nous vivons. L'environnement numérique modifie en effet radicalement notre rapport au temps, à la concentration, à la lecture, l'écriture, l'apprentissage et à la socialisation. C'est toute notre façon de lire le monde qui est en train de changer.

Le secteur du cinéma et de l'audiovisuel est confronté à cette révolution depuis déjà plusieurs années et vit une évolution continue des formes et des supports de création. Le cinéma bien sûr en est la base, mais la question de la création et de la transmission autour des images dépasse aujourd'hui largement un rapport restreint à la cinéphilie pure pour explorer les médias, la télévision et de nouvelles formes telles que les web-documentaires, le VJing, le machinima ou encore le cross-média.

Les acteurs de l'éducation artistique à l'image explorent ces questions et sont des partenaires essentiels pour travailler ces enjeux sociétaux. A travers les projets qu'ils mettent en œuvre, ils expérimentent de nouvelles façons d'envisager les images et de transmettre auprès de jeunes dont les pratiques d'écrans sont en constante évolution. Cependant, cette partie « laboratoire » de leur action se mène aujourd'hui dans un temps et une économie paupérisés, faute de reconnaissance et de moyens ad hoc. En la matière, une volonté d'Etat affichée, un plan national clairement revendiqué, conforteraient les initiatives et permettraient le développement d'actions.

Pour cela, nous faisons 4 propositions :

- ⇒ Une meilleure prise en compte de la diversité des images et des pratiques des jeunes dans le fonctionnement, la programmation et l'organisation des dispositifs scolaires nationaux ;
- ⇒ L'inscription par l'Etat de la question des écrans comme une cause nationale relevant d'enjeux de citoyenneté et de santé publique : lancement d'une Semaine nationale avec « mieux d'écrans », appels à projets spécifiques...
- ⇒ La création d'un Fonds d'innovation pédagogique, complément indispensable des politiques d'aide à la création de nouvelles images, qui donnerait aux acteurs de l'éducation artistique les moyens de développer une véritable réflexion sur l'éducation à l'image à l'heure du numérique et de concevoir et expérimenter de nouveaux outils et modes de transmission adaptés aux nouveaux usages des publics.
- ⇒ La mise en œuvre d'une politique nationale, en concertation avec les opérateurs et les collectivités, sur la question des contenus éducatifs à proposer par le biais des tuyaux numériques que sont en train de développer les collectivités sur les territoires. Espaces numériques de travail, tableaux blancs interactifs, ordinateurs portables et tablettes numériques sont largement diffusés par les pouvoirs publics auprès des jeunes, notamment en milieu scolaire, et représentent de vraies opportunités en termes d'éducation artistique que les acteurs de la Culture doivent investir. Et ce d'autant plus qu'ils ne sauraient être laissés aux seuls grands groupes économiques tels que Lagardère ou Google.

Bien entendu, ces propositions n'ont de sens que si elles s'appuient sur des actions de terrain, où les publics découvrent les œuvres, fréquentent les lieux qui les diffusent, et rencontrent ceux qui les ont créées. Une éducation à l'image à l'heure du numérique ne doit pas être une éducation à l'image « virtuelle ».

*Pour le réseau des pôles régionaux d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel,
l'Acap-Pôle Image Picardie - région Picardie,
CICLIC - région Centre,
l'Alhambra Cinémarseille - région PACA,
la Maison de l'Image Basse-Normandie – région Basse-Normandie,
le Pôle Image Haute-Normandie – région Haute Normandie,
Sauve qui peut le court métrage – région Auvergne.*